

le pouvoir aux travailleurs

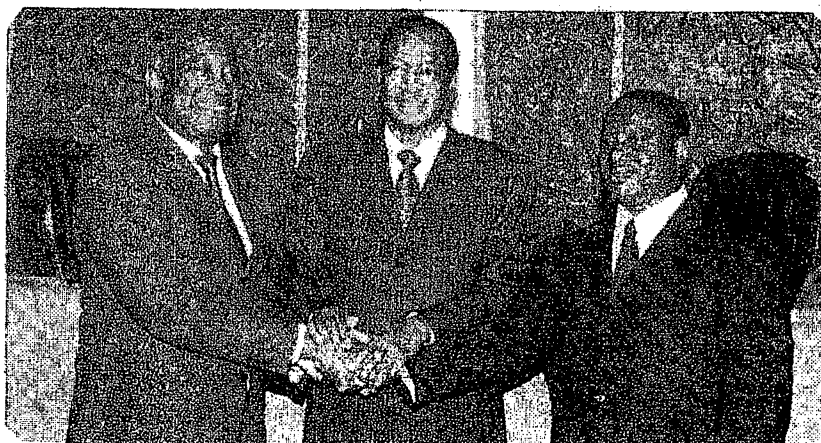
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 JUILLET 2007

N° 338 PRIX 0,60 Euro



CÔTE D'IVOIRE

LA FIN DE LA GUERRE NE SERA PAS

LA FIN DE LA VIOLENCE CONTRE

LES CLASSES POPULAIRES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial

Côte d'Ivoire: La fin de la guerre ne sera pas la fin de la violence contre les classes populaires

Page 4

Côte d'Ivoire: La guerre qu'ils prétendent terminer et celles qu'ils nous préparent

Page 11

Mauritanie: Vers un retour des réfugiés ?

Page 12

Procès de Habré: Les autorités sénégalaises traînent les pieds

Page 14

Air France-KLM: Une mobilisation contre les expulsions des sans-papiers

ABONNEMENTFRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LA FIN DE LA GUERRE NE SERA PAS
LA FIN DE LA VIOLENCE CONTRE
LES CLASSES POPULAIRES**

Bien que la fin de la guerre soit le souhait de l'écrasante majorité de la population, bien que la tentative actuelle apparaisse plus sérieuse que les précédentes, rien ne permet d'affirmer que le processus engagé entre Soro et Gbagbo conduira à la paix.

Et à quelle paix ? Le mot même de paix ne signifie pas la même chose aux yeux des classes populaires sur qui pèse le poids de la guerre et pour ceux qui ont négocié à Ouagadougou. Pour les premiers, la paix, c'est la fin des tueries, des destructions, la fin de la crainte des militaires des deux bords ou des milices. C'est aussi, avec l'espoir de retour à une vie économique normale, l'espoir de trouver du travail et d'en vivre. Pour les dirigeants politiques, les tractations de Ouagadougou étaient la continuation de la guerre par d'autres moyens, un bras de fer où chacun des deux camps cherchait à améliorer le rapport de forces en sa propre faveur. Ces tractations ont cependant abouti et nous voilà avec Gbagbo toujours à la présidence et Soro, à la Primature.

Nous reviendrons dans l'article ci-après sur ce qui pouvait motiver Gbagbo et Soro pour s'entendre et les obstacles auxquels peut se heurter le processus dans lequel ils se sont engagés ensemble.

Mais quand bien même, cette fois ci, ce serait la bonne, qu'est ce que les classes populaires peuvent en espérer ? Et qu'est-ce que le « processus de paix », même s'il aboutissait, ne pourra absolument pas leur apporter ?

On pourrait se dire que la fin même de l'état de guerre et de la coupure du pays en deux est un mieux pour la population qui en est la principale victime. On peut le dire ... mais il faut le dire vite.

Est-ce que la fin officielle de la violence entre les deux parties séparées de l'armée mettra fin à la violence envers la population ? Qui peut avoir la naïveté de l'espérer ? Au temps des FANCI unifiées, les corps habillés se comportaient vis-à-vis de la population pauvre de la même manière infâme qu'aujourd'hui.

Est-ce qu'on peut au moins espérer que la liquidation de la sécession réunifiera réellement le pays et que, tout un chacun, pourra se rendre d'un bout du pays à l'autre, sans avoir à s'inquiéter pour sa personne ou pour les quelques biens qu'il transporte avec lui ? Même pas !

Au lendemain de la signature de l'accord de Ouaga, on a montré à la télévision la destruction d'un « check point » sur la ligne de la Zone de confiance, histoire de montrer symboliquement que, désormais, le pays est réunifié. Mais il n'y a pas que la zone de confiance pour couper le pays ! Combien d'autres barrages morcellent le pays du nord au sud ? Oh bien sûr, ce ne sont pas des frontières qui figurent sur les cartes et leur emplacement varie d'un jour à l'autre au gré de la fantaisie des militaires. Mais pour les pauvres qui se déplacent ce sont quand même des barrières et même si depuis quelques semaines, ils ne sont pas obligés de descendre du car, ils sont soumis aux tracasseries et à l'arbitraire des « corps habillés » et risquent de voire leur carte d'identité déchirée ou leur marchandise confisquée pour peu que leur tête ou leur façon de s'habiller ne plaisent pas à un abruti en uniforme.

Une guerre est, peut-être, finie, mais cela ne signifie pas la fin des violences pour les classes populaires. L'arrêt des hostilités, si tant est même que l'on s'y achemine, ne concerne que les deux parties de l'armée qui s'est déchirée en 2002 et les politiciens autour. Mais ce n'est, bien sûr, pas

la fin de la guerre sociale qui n'a jamais cessé, ni au Nord, ni au Sud, menée par les riches et par tous ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir, contre les classes laborieuses, ouvriers, employés, chômeurs, paysans pauvres, petites marchandes.

La misère des classes populaires a été aggravée par la guerre. Mais ce n'est pas la guerre qui en était la cause fondamentale mais le système économique où l'enrichissement d'une minorité est basée sur l'exploitation et l'appauvrissement de la majorité.

La fin de l'état de guerre non seulement n'est pas la fin de la pauvreté pour la majorité qui vit de son travail mais malheureusement, elle n'apportera pas de changement, si ce n'est en pire. L'accord de paix et sa fragilité sera même le nouveau prétexte pour demander de nouveaux sacrifices aux classes populaires.

On dira aux travailleurs que ce n'est pas le moment de revendiquer car il faut relever le pays. Gbagbo vient de réclamer une trêve sociale de trois ans. Mais qu'est ce que cela signifie si ce n'est demander aux salariés et à eux seuls de désarmer et d'accepter les conditions de plus en plus mauvaises que leur imposent leurs patrons et l'Etat ?

Lorsqu'un entrepreneur du bâtiment fait passer, de façon unilatérale, la paye d'un maçon de 5 000f à 3 000 f, c'est quoi, si ce n'est un acte de guerre d'un patron contre son ouvrier dont la famille avait déjà du mal à s'en sortir avec le salaire antérieur. Mais c'est à l'ouvrier qu'on demande la trêve : se laisser dépouiller sans réagir !

Les classes populaires payeront encore d'une autre manière la réunification du pays. Celle-ci ne pourra avoir lieu, chacun le sait, que si ceux qui ont profité de la division du pays en deux, sont

dédommagés, si les militaires du Nord par exemple qui sont montés en grade, conservent leurs positions et les revenus qui vont avec. Elle ne pourra avoir lieu que si ceux qui ont fait des affaires dans la contrebande et les trafics divers, trouvent d'autres secteurs où assouvir leur avidité. Cela signifie une part plus grande pour eux des recettes du pétrole ou des filières du café ou de cacao. Cela signifie plus d'argent détourné des caisses de l'Etat au profit de privilégiés en nombre plus grand. Il restera dans les caisses de l'Etat d'autant moins pour améliorer les infrastructures dans les quartiers populaires, d'autant moins pour le système de soins ou pour l'éducation des enfants des classes populaires.

Alors, si nous avons des

raisons de nous réjouir que ceux qui nous oppriment arrêtent de se déchirer en aggravant notre misère, pour mettre fin à la misère elle-même, il nous faudra agir. Mais agir en notre propre nom, au nom des travailleurs des villes et des campagnes, au nom de ceux qui produisent tout, qui fabriquent tout, grâce à qui tourne toute l'économie et qui pourtant naissent, vivent et meurent pauvres alors que tant de parasites s'enrichissent. Ce n'est pas à nous de faire des sacrifices supplémentaires. Nous avons, au contraire à imposer nos propres exigences à un emploi correctement payé, à un logement correct, aux soins et à l'éducation de nos enfants, à une vie digne du XXI^e siècle.

CÔTE D'IVOIRE

LA GUERRE QU'ILS PRÉTENDENT TERMINER ET CELLES QU'ILS NOUS PREPARENTÉ

L'attentat du 29 juin à Bouaké contre l'avion présidentiel transportant Soro Guillaume, bien que raté dans son objectif d'assassiner le nouveau Premier ministre, a tout de même fait 4 morts et une dizaine de blessés. Sur le plan politique, il a mis fin à l'atmosphère de fin de guerre et d'autosatisfaction qui prévalait depuis la signature des accords d'Ouagadougou le 4 mars dernier en apportant la démonstration que le processus engagé entre les dirigeants des deux camps ne bénéficie pas d'une adhésion unanime.

Près d'un mois après, on ne sait toujours pas qui étaient les commanditaires de l'attentat, quelle est leur représentativité et leurs forces. On sait en revanche que leur tentative n'a pas interrompu le processus.

Au lendemain de l'attentat de Bouaké, Gbagbo avait déclaré que

rien « ne peut arrêter le processus de paix » et que sera maintenu le programme de « ressouder les deux morceaux de la Côte d'Ivoire, aller à la paix et aux élections ». Il est vrai que Dakoury a été bien plus prudent en affirmant que « L'accalmie n'est pas la paix ».

En tout cas, non seulement l'attelage Gbagbo et Soro a survécu à Bouaké, mais les deux hommes se sont bien gardés de donner le moindre indice de dissension entre eux. C'est le signe que le processus de réconciliation est, cette fois, plus solide que les précédents. Quelles en sont les raisons ?

La principale en est d'évidence que l'accord de Ouaga a été passé entre les chefs des deux camps en présence. C'est une différence fondamentale d'avec les tentatives issues de Marcoussis ou d'Accra qui avaient imposé comme Premier ministre Seydou Diarra puis Banny

que Gbagbo n'avait aucune envie et aucune raison d'accepter.



Un Soro (à gauche) et Ouattara

Ni Gbagbo ni Soro ne sont des enfants de cœur inspirés par le seul désir de servir la cause de la paix. Quelles raisons, quelle compréhension de leurs intérêts respectifs les ont poussé sur la voie de l'entente ?

Quels peuvent être les obstacles susceptibles de freiner le processus qu'ils ont engagé en commun ?

Les éléments d'une convergence entre les intérêts de Gbagbo...

Côté Gbagbo, les choses sont claires. Quelle que soit l'issue de l'expérience engagée, il a d'ores et déjà réalisé un coup politique. Et même un double.

A l'intérieur, en prenant une initiative politique qui semble débloquer une situation bloquée depuis cinq ans, il prend de l'ascendant sur ses rivaux directs Ouattara et Bédié. L'un comme l'autre de ses principaux concurrents pour la prochaine présidentielle sont de toute évidence dans une situation embarrassante. Ils ne peuvent pas s'opposer clairement à cet accord sans passer pour des va-t-en guerre et se faire déconsidérer. Ils ont

du mal à trouver un angle d'attaque contre Gbagbo.

Vis-à-vis de l'extérieur, aussi, Gbagbo marque des points. Alors que les tentatives patronnées par la France, l'Afrique du Sud, par le Ghana, l'Union Africaine et l'ONU ont toutes capoté, voilà donc Gbagbo qui parvient à se réconcilier avec le camp adverse, sans intermédiaires diplomatiques de surcroît. Une réussite qui, à la lisière de la politique intérieure et extérieure, conforte la posture que Gbagbo s'efforce de se donner : un leader politique courageux, capable de tenir tête à la France impérialiste.

...Et ceux de Soro

Quel avantage appelle le fait de s'engager dans ce processus pour Guillaume Soro ? En apparaissant comme le 2^{ème} homme de la tentative, il se hisse politiquement au niveau du trio Gbagbo, Bédié, Ouattara dont la rivalité marque la vie politique de ce pays depuis une dizaine d'années. Il n'est certes pas en situation de concourir pour la prochaine élection présidentielle, à la fois en raison de son âge et en raison de son engagement de mener à bien la préparation des prochaines élections sans se présenter lui-même. C'est une bonne préparation cependant pour l'avenir. Il n'est pas impossible d'ailleurs qu'il existe un véritable « deal » entre Gbagbo et lui dont les données seraient de favoriser la reconduction de Gbagbo comme président à la prochaine échéance présidentielle et de dégager la voie pour Soro pour la fois suivante. (Est-ce que l'un et l'autre respecteront l'accord, si accord il y a, c'est encore une autre question.)

On peut en conclure à la sincérité du parti pris en faveur de la réussite du processus engagé, bien que le terme sincérité convient aussi mal au rusé Gbagbo qu'à Soro qui, pour être plus jeune, n'a sans doute plus de leçon à recevoir ni en

matière de capacité manoeuvrière, ni pour ce qui est de l'ambition. L'alliance des deux hommes et la sincérité de leur collaboration reposent sur un terrain solide : la convergence de leurs intérêts.

C'est évidemment une collaboration potentiellement conflictuelle. Le mouvement préfectoral en est une bonne illustration. La nomination de préfets et leur prise de fonction est un aspect essentiel de la réunification de l'administration. Mais derrière « l'intérêt général », Gbagbo n'oublie pas ses intérêts particuliers, en nommant des préfets qui, bêtés ou pas, sont ses obligés, et en écartant ceux qui, comme le préfet de Yamoussoukro Ahipo Ori, ne lui conviennent pas.

Au delà des dirigeants et leurs intérêts, les appareils

Mais il n'y a pas que les hommes fussent-ils les chefs, il y a les appareils. La coupure en deux de l'appareil d'Etat a été préjudiciable à bien des intérêts mais très profitable pour quelques uns.

Quel est le poids de ceux qui ont intérêt à ce que la coupure en deux du pays se perpétue ? L'avenir le dira. Mais beaucoup de choses dépendent évidemment de ce qu'ils auront en contrepartie. Pour ne prendre que cet exemple, la fraction sécessionniste de l'armée en occupant le Nord s'est donné des possibilités de racket et de pillages supplémentaires. Qu'auront-ils en compensation en cas de réunification du pays ... et de l'armée ?

Pour les simples soldats qui ne pourront pas être réintégrés dans l'armée refondée, il est prévu un service civique. Mais qu'en sera-t-il des officiers et des sous-officiers et surtout, pour ceux qui ont monté en grade dans l'armée rebelle ? Soro et son porte-parole affirment que la question est réglée depuis Ouagadougou. Cela ne semble

pas être l'avis du ministre de la Défense. Combien d'officiers de l'armée du Nord sont-ils portés à croire que Soro, loin de les représenter en tant que premier ministre, les a au contraire vendus pour le devenir ?

A côté de l'appareil militaire, il y a l'appareil administratif lui-même, celui de la justice. Pour les redéployer, il faut de l'argent. Il en faudrait aussi pour payer les enseignants du Nord, dont certains n'ont pas été payés depuis des mois. Mais on peut parier qu'ils ne seront pas les premiers servis. Mais si les instituteurs n'auront que leurs yeux pour pleurer si le « processus de paix » les oublie, il n'en va pas de même pour les officiers de l'armée du Nord qui peuvent être tentés de bloquer le processus si leurs intérêts ne sont pas assez pris en compte et qui en ont, peut-être, les moyens. Sans parler du désarmement des milices ou du moins, de celles qui s'activent dans les régions importantes pour la reprise des affaires.

Tout cela demande de l'argent. Beaucoup d'argent. A ce qu'il paraît, les institutions internationales de la bourgeoisie sont prêtes à déboursier 193 milliards. Le feront-elles réellement ? Est ce que cette somme suffira ?

Puis vient la question sensible des revenus des filières café et cacao ou du pétrole. Ils enrichissent, derrière les grands trusts et les grandes sociétés internationales, ceux qui sont proche du pouvoir ; le clan de Gbagbo et ceux qui y ont lié leur sort. Quelles sont les exigences et les ambitions des privilégiés du Nord ? Qu'est-ce qu'ils sont en situation d'obtenir ?

Les jeux ne sont pas encore faits. Et s'il est incontestable que la bourgeoisie dans sa majorité ait intérêt à la réunification du pays, ce n'est pas parce que la

réunification convient à ses intérêts qu'elle est prête à payer.

Soro et Ouattara

En acceptant de participer au processus initié par Gbagbo, on peut supposer que Soro a pris ses précautions et s'est assuré de l'appareil d'Etat et en particulier du Nord.

Quant aux sentiments de la population, il semble évident que c'est l'espoir de paix qui prévaut au Nord comme au Sud. En tout cas, depuis quatre mois que Soro est chef de gouvernement sous l'égide de Gbagbo, on n'a pas vu d'opposition se manifester ouvertement au Nord. Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'y en ait pas, ne serait ce que des rivaux de toujours genre IB. Mais pour qu'elle puisse contrecarrer Soro (autrement que par des tentatives d'assassinat pour lesquelles la collaboration de quelques individus suffit), il faudrait que cette opposition trouve des soutiens dans l'appareil d'Etat du Nord. Mais la réciproque est aussi vraie. Si une partie des gens du Nord estime que ses intérêts sont lésés, il y aura des hommes politiques pour les représenter.

Reste cependant pour Soro, le problème de Ouattara. Celui-ci est avec Bédié pour le moment, le principal perdant de l'affaire. Jusqu'aux accords de Ouaga, il était le représentant incontesté du Nord. Il disposait du double avantage d'être reconnu comme son représentant par la population du Nord, mais aussi par les grandes puissances impérialistes. Son passé au FMI lui vaut une certaine confiance de la bourgeoisie internationale.

Voilà la position qui est menacée. Oh, pas par une contestation ouverte ! Soro a l'intelligence politique de se présenter comme incarnant la même politique que Ouattara. Quoi que disent cependant les uns et les

autres, objectivement, les deux hommes sont déjà rivaux. Si le processus de paix se poursuit, cette rivalité apparaîtra plus clairement. La démission de Zémogo, les déclarations de Béchio constituent, peut-être, les premiers signes de l'affaiblissement de l'autorité d'Ouattara, sinon d'un renforcement de celle de Soro.

La toute récente affaire du représentant de l'ONU pour les élections a opposé ouvertement Gbagbo qui réclamait son départ et Ouattara qui exigeait son maintien, afin d'assurer, disait-il, que la loyauté des élections à venir soit garantie. Or lorsque, l'ONU a donné suite à la demande de Gbagbo et a supprimé le poste, malgré l'ambiguïté de ses commentaires, Soro a pris position pour Gbagbo donc contre Ouattara.

Alors, ce que l'on nous présente comme le chemin vers une paix annoncée, constitue en même temps, le terreau où poussent de nouvelles rivalités. Et même si les choses continuent à avancer jusqu'à l'organisation de nouvelles élections mettant en place un président accepté par la diplomatie internationale, il n'est pas dit que l'expression de Dakoury ne se révèle plus profonde que ne le pensait son auteur lui-même. La fin de la guerre, de cette guerre-là, ne sera pas nécessairement la paix, mais seulement une trêve, avant que de nouvelles rivalités déchirent la caste politique.

Cela encore, on pourrait dire que c'est leur affaire. Mais après toutes ces années où les dirigeants politiques, par ambition, par stupidité et surtout, par irresponsabilité, ont prolongé leur rivalité pour le pouvoir en opposant la population contre elle-même, en en dressant les uns contre les autres les composants en fonction de clivages ethniques, on sait que la guerre des ambitions peut, à tout moment, se transformer en guerre civile. Et ce sont chaque fois, les

classes populaires qui payent le prix d'affrontements qui ne les concernent pas et où elles ne peuvent jamais être gagnantes.

Jusqu'à ce que, enfin, les classes laborieuses apprennent à se battre pour elles-mêmes, pour leurs

propres intérêts qui se confondent avec les intérêts de la société. Ils pourront alors se fixer pour objectif de se débarrasser de la bourgeoisie qui les exploite et des hommes politiques au service de cette dernière qui, avec l'aide des militaires, les oppriment.

SÉNÉGAL

HALTE À LA FLAMBÉE DES PRIX !

Le 17 juillet dernier, le ministre du commerce a fait venir les journalistes pour qu'ils relayent dans tout le pays les « directives présidentielles » relatives à l'abaissement des prix des denrées de base. Ainsi, il est annoncé que le prix du riz va diminuer de 20 à 25 francs CFA par kilo; le litre d'huile d'arachide diminue de 60 francs environ, le lait en poudre de 100 francs par kilo. Le sucre sera également diminué de quelques dizaines de francs.

Du coup le journal gouvernemental « Le Soleil » annonce avec grands fracas : « Baisse généralisée des prix ». On y apprend que le gouvernement, soucieux de lutter contre la flambée des prix des denrées de première nécessité, a décidé de réagir en diminuant par exemple la taxe douanière. Du coup même la non augmentation du prix du pain ou du ciment est présentée comme une baisse des prix.

Cette soi-disant « baisse généralisée » est tout d'abord un pur mensonge. Elle n'est pas « générale » d'une part, et d'autre part elle est mineure par rapport à la récente flambée des prix qui a touché les produits de base comme le riz, l'huile, le lait en poudre, le sucre, la bouteille de gaz, etc. Tous les prix se sont envolés une fois que Wade a été réélu président. L'amertume était bien visible dans la population pauvre dont une partie avait voté pour lui.

Cette nouvelle flambée des prix, survenant juste après l'élection, alors que les salaires sont maintenus bloqués depuis des années, est ressentie comme un coup de poignard par l'écrasante majorité de la population qui avait déjà du mal à s'en sortir. Un sentiment de colère et de frustration était perceptible au sein de la population. Du coup les partis d'opposition réunis autour d'un front dit « Sigil », soutenu par quelques dirigeants syndicaux avaient annoncé qu'ils allaient mobiliser la population pour entamer des marches de protestations contre la vie chère en même temps que pour protester contre les coupures intempestives de l'électricité.

C'est donc la peur de cette mobilisation populaire qui a contraint le gouvernement à faire quelques gestes symboliques en baissant des prix. Mais même cette baisse toute symbolique qu'elle soit, n'est pas répercutée systématiquement chez tous les commerçants. Certains continuent comme si de rien n'était. Le ministre de Wade a annoncé qu'il va mettre sur pied des « brigades mixtes » qui vont paraît-il « sillonner le pays » pour faire appliquer les nouveaux prix. Mais il s'est bien gardé de demander à la population de s'organiser elle-même pour le faire appliquer. Ce serait à ces yeux donner de mauvaises habitudes à la population de mettre son nez dans les affaires qui la regarde.

Quant aux partis dits d'opposition, ce qui les préoccupe le plus, ce n'est pas la propagation de la misère au sein de la population, y compris au sein de celle qui est salariée. Sur ce plan-là il n'y a aucune différence entre eux et ceux qui gouvernent

actuellement. Ils ont tous été au gouvernement hier, avec Diouf ou avec ce même Wade. Et ils se sont tous distingués par leur servilité aux intérêts des possédants et leur mépris à l'égard des plus pauvres, et la préoccupation avant tout de leurs intérêts personnels.

SÉNÉGAL

COMMENT ON VIDE LES CAISSES DE L'ÉTAT

Le gouvernement sénégalais a décidé d'offrir à chacun des 150 députés fraîchement élus ou réélus un véhicule 4X4 neuf. Ce qui fait une dépense de 2,25 milliards de francs Cfa. Si l'on y ajoute les 100 sénateurs, les 100 membres du Conseil de la République et 38 ministres et secrétaire d'Etat, sans compter ceux qui travaillent au palais présidentiel, les hauts fonctionnaires et autres parasites qui chapeautent l'armée ou la gendarmerie, cela fait beaucoup d'argent gaspillé alors qu'on aurait pu utiliser cette somme pour augmenter par exemple les salaires des petits fonctionnaires, des enseignants, des infirmières. Les hôpitaux manquent cruellement de médicaments et de matériels; c'est pareil pour les écoles publiques. Mais cela ne rentre pas en ligne de

compte dans les calculs du gouvernement. La seule chose qui compte pour lui c'est d'engraisser d'abord ceux qui lui sont proches. Les dirigeants de l'opposition qui sont d'habitude si prompts pour dénoncer les "dépenses de prestiges" de Wade ont fermé leur bouche cette fois-ci car ils vont également bénéficier de cette largesse de l'Etat. Certains, comme l'ex-Premier ministre, Moustapha Niasse, ont critiqué cette mesure du bout des lèvres. Il est vrai que lui, homme d'affaires très riche, n'est pas à une 4X4 près. Il a suffisamment de moyens pour se payer un avion privé. Et ces moyens ne lui sont pas tombés du ciel mais venus tout droit des caisses de l'Etat ou grâce à sa position de haut dignitaire du régime durant ses nombreuses années dans les gouvernements précédents.

M A L I

APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 48 HEURES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Face au refus du gouvernement malien d'augmenter les salaires alors que les prix des denrées s'envolent, l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) avait appelé les travailleurs de la fonction publique à faire une grève de 48 heures. Cette grève qui a eu lieu les 26 et 27 juin dernier a été

largement suivie. Les administrations publiques et parapubliques ont été fermées à Bamako ainsi que dans les autres grandes villes. L'aéroport international était également paralysé durant les deux jours. Quant à la radio et à la Télé, c'était le service minimum.

Les principales revendications de l'UNTM concernent l'augmentation des salaires des fonctionnaires mais aussi la baisse du prix de l'eau, de l'électricité, de l'essence ainsi que des produits de premières nécessités. Si cette grève avait été largement suivie, y compris dans les sociétés privées où l'UNTM n'avait pourtant pas lancé le mot d'ordre de grève, c'est par ce qu'elle répond à une aspiration profonde de l'ensemble du monde du travail. Le blocage des salaires en vigueur depuis des années dans le public comme dans le privé, s'est traduit par l'appauvrissement général de la classe laborieuse. Cet appauvrissement est d'autant plus catastrophique que le prix de toutes les choses utiles augmentent pendant que les salaires ne bougent pas.

Après ces deux jours de grève largement suivie, l'UNTM avait lancé un avertissement au gouvernement en lui disant que s'il ne tenait pas compte des revendications majoritairement soutenu par les employés du service public, une autre grève générale de 72 heures allait avoir lieu à compter du 16 juillet. Voyant que ces revendications étaient populaires et que la grève risquait d'être une fois de plus largement suivie, le gouvernement, épaulé par des représentants du patronat, s'est lancé alors dans la recherche d'un terrain d'entente avec les dirigeants de l'UNTM. C'est ainsi que le 18 juillet un « protocole d'accord » fut signé entre les trois partis, le gouvernement, le patronat et l'UNTM. Selon les termes officiels de ce protocole « le gouvernement procèdera à une augmentation générale des salaires

aux travailleurs des secteurs public et parapublic, respectivement de 5% à compter du 1^{er} janvier 2008 et de 5% à compter du 1^{er} janvier 2009 ». S'agissant des arriérés de salaires, des indemnités de licenciement ou d'autres revendications portant sur des droits des travailleurs des sociétés et entreprises d'Etat, le gouvernement a promis de décaisser d'ici deux ans un fonds de 2,5 milliards de francs CFA.

Quant aux revendications concernant les prix des denrées de première nécessité, c'est-à-dire la partie qui concerne toute la population laborieuse, le gouvernement s'est contenté de la promesse de la tenue d'un « forum national avec toutes les parties intéressées ». Concernant la baisse des tarifs de l'eau, de l'électricité, des produits pharmaceutiques ou du carburant, il n'a rien cédé. Mais les dirigeants de l'UNTM qui se disaient pourtant « intransigeants » sur les revendications des travailleurs et de leurs familles ont néanmoins signé le protocole d'accord.

Ce qui est sûr c'est que ces 10% d'augmentation de salaire étalée sur deux ans sont loin de compenser le renchérissement du coût de la vie. Mais pour obtenir d'autres augmentations plus conséquentes de leurs salaires ainsi que pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, les travailleurs du public comme du privé auront d'autres combats à mener, et plus ils lutteront de façon unitaire et déterminée, plus ils auront des chances d'imposer des revendications.

VERS LE RETOUR DES RÉFUGIÉS EN MAURITANIE ?

Lors d'une récente visite au Sénégal, le tout nouveau président de la Mauritanie, Sidy Ould Cheikh Abdallah, a promis que son gouvernement allait s'impliquer avec plus de détermination que ces prédécesseurs dans l'organisation du retour vers leur pays d'origine des populations négro-africaines réfugiées au Sénégal et au Mali à la suite de la guerre entre le Sénégal et la Mauritanie en 1989.

Selon les chiffres avancés par le Collectif des associations des réfugiés mauritaniens, leur nombre se chiffre à 60.000. Depuis plusieurs années, les dirigeants mauritaniens affirmaient que ces réfugiés étaient libres de rentrer chez eux. Mais il faut croire que ces paroles étaient surtout destinées à la presse ou aux associations de défense des droits des réfugiés. La réalité était tout autre. Même si de nombreux réfugiés mauritaniens sont rentrés chez eux au fur et à mesure des années qui sont passées, le Haut Commissariat aux Réfugiés en a dénombré 20 000 au Sénégal, répartis dans 284 sites le long du fleuve Sénégal qui marque la frontière entre les deux pays et 6.000 au Mali.

Beaucoup d'entre ces réfugiés n'osent pas rentrer chez eux car ils craignent la violence. Une mère de famille réfugiée au Sénégal désirant retourner chez elle dit : "Mais comment être sûr que les violences ne se répéteront pas? Le racisme est encore présent. Je veux que le gouvernement mauritanien me donne l'assurance que mes enfants seront en sécurité si nous acceptons de rentrer". Une autre réfugiée confiait qu'elle s'inquiétait pour ses enfants qui, ayant vécu toute leur vie au Sénégal, ne parlaient pas l'Arabe, la langue nationale de la Mauritanie. "S'ils retournent en Mauritanie sans parler cette langue,

ils seront sans aucun doute exclus", disait-elle.

Le Collectif des réfugiés demande que leur retour soit supervisé par le HCR. Il demande également leur "réhabilitation morale et matérielle" ainsi que la poursuite devant la justice des responsables des violences qu'ils ont subies et qui les ont contraint à l'exil.

Le nouveau président mauritanien a promis des choses mais l'avenir dira si les promesses se traduiront en actes. Entre autres choses il a promis la mise en place d'un "plan de retour des réfugiés". Ce plan prévoit leur "réinsertion, avec la création d'emplois et le financement d'activités génératrices de revenus...". Cela ressemble beaucoup à de la démagogie. Et dans sa lancée, le président mauritanien a même déclaré : "Je ferai tout pour résoudre ce problème dans un délai n'excédant pas un an". A son arrivée au pouvoir, son prédécesseur avait aussi promis des choses dans le même sens mais il n'y a rien eu de concret.

La seule chose de positif qu'on peut constater depuis quelques années c'est que les relations entre le Sénégal et la Mauritanie se sont apaisées. Il faut rappeler qu'en 1989 c'est l'attitude imbécile des dirigeants de ces deux pays, chevauchant les idées les plus réactionnaires du nationalisme teintées d'ethnisme, de communautarisme et de racisme, qui avait mis de l'huile sur le feu alors qu'il ne s'agissait au départ que d'un conflit mineur entre les populations riveraines du fleuve. Abdoulaye Wade alors le principal opposant du président sénégalais Abdou Diouf, était l'un des partisans le plus acharné de la guerre contre la Mauritanie. Il

faisait de la surenchère nationaliste anti-maure et reprochait à Abdou Diouf de ne pas déclarer tout de suite la guerre à la Mauritanie. Ses paroles ont encouragé ceux qui voulaient tuer les Maures et piller leurs boutiques. Et il y a eu des Maures tués

et pillés à Dakar entre autres.

Aujourd'hui, heureusement, la situation est différente. Mais on n'est jamais à l'abri d'une guerre fratricide avec ces dirigeants assoiffés de pouvoir. Ils sont prêts à tout pour se maintenir ou pour parvenir au pouvoir.

PROCÈS DE HABRÉ

LES AUTORITÉS SÉNÉGALAISES TRAÎNENT LES PIEDS

Le 12 juillet dernier, le gouvernement sénégalais, par la voix de son ministre de la justice Cheikh Tidiane Sy, a annoncé que l'ex-dictateur tchadien Hissen Habré en exil à Dakar depuis 1990 serait traduit devant une cour d'assise de Dakar comme le souhaitent les dirigeants de l'Union Africaine réunis l'an dernier à Banjul en Gambie.

Tout a commencé en janvier 2000 lorsque des victimes tchadiennes ont porté plainte contre l'ex-dictateur Habré pour "crimes" devant la justice sénégalaise. Mais elle s'était déclarée "incompétente" pour le juger parce que, avançait-elle, les crimes reprochés à ce dernier ne s'étaient pas déroulés au Sénégal. Les choses en sont restées là. Puis d'autres anciennes victimes de celui-ci vivant en Belgique ont à leur tour porté plainte contre leur bourreau pour "crimes contre l'humanité". La Belgique a enregistré cette plainte, et demandé en septembre 2005 aux autorités sénégalaises de faire extraditer Habré à Bruxelles pour y être jugé; le 15 novembre la réponse des autorités sénégalaises est tombée : refus de l'extradition.

Lors de leur dernier sommet de juillet 2006 à Banjul en Gambie, les dictateurs de l'Union Africaine (UA) ont arrêté que l'assassin Hissen Habré ne sera pas extradé vers la

Belgique mais jugé sur place à Dakar.

Tous ont fait mine de s'indigner devant l'idée qu'un des leurs, même déchu, puisse être traîné en justice à l'extérieur du continent. Nous les Africains, disaient-ils, sommes capables de traiter ce genre de cas en Afrique même et entre Africains sans avoir recours à la justice européenne. Ce genre d'argument faisant référence au nationalisme africain semble plaire à certains petits bourgeois du continent. Mais ce que veulent surtout les dirigeants africains, c'est de se protéger eux-mêmes contre ce qui pourrait leur arriver peut-être demain. Les élucubrations de la justice sénégalaise sur le cas de Habré illustrent bien leur désir de se donner une immunité à vie.

Ainsi donc le sort de ce colis encombrant est toujours entre les mains d'Abdoulaye Wade, cela veut dire que son hôte va continuer à vivre paisiblement à Dakar pour y faire des affaires avec les milliards de francs CFA qu'il avait détourné des caisses de l'Etat tchadien. C'est depuis 1990 que celui-ci, victime d'un coup d'Etat perpétré par son ancien compagnon du maquis, Idriss Déby, vit à Dakar où il a trouvé l'asile politique. Habré a fait tuer et torturer des milliers de gens qui se sont opposés à sa politique dictatoriale. La DDS, la

police politique qu'il a créée, a tué, emprisonné, battu et torturé sans retenue et sans état d'âme. On parle de 40.000 morts et 200.000 victimes de tortures. Les parents des victimes pensaient que Déby qui avait ordonné une enquête sur les crimes et atrocités de Habré allait demander au Sénégal l'extradition de cet assassin pour être jugé à Ndjaména. Mais ce fut la déception; il ne l'avait pas fait. Et pour cause ! Car le procès de Habré allait l'éclabousser, lui qui était à l'époque son bras droit et l'exécuteur des basses besognes.

Le Sénégal va, semble-t-il, instruire finalement le procès de Habré. Autant dire que ce n'est pas demain que cet assassin va payer ces crimes. D'autant que tout semble indiqué que le gouvernement cherche

à faire traîner ce procès. Déjà il a attendu plus d'un an pour se décider (en parole seulement) de juger son hôte, après que les dictateurs africains réunis à Banjul lui avaient confié cette mission.

Puis l'on parle maintenant des difficultés financières pour organiser ce jugement et du transport et du logement des témoins, de leur nourriture et de leur protection, en attendant de témoigner, etc.

Ce ne sont là que des prétextes pour retarder ce procès le plus longtemps possible.

Habré peut dire merci à ces amis dictateurs et à son hôte et protecteur Wade.

T C H A D

LA GRÈVE CONTINUE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le 28 juin dernier le Syndicat des Enseignants du Tchad (SET) qui fait partie de l'Intersyndicale U.S.T. (Union des Syndicats du Tchad) a appelé ses adhérents à reprendre le travail. Cette défection n'a pas surpris le Secrétaire général de l'UST, Djibrine Assali qui a notamment déclaré: "Nous savions que depuis un certain temps le Secrétaire général du SET menait des négociations parallèles avec le gouvernement". Le bruit court qu'il a reçu une grosse somme de la Présidence.

Mais l'Intersyndicale qui est constituée de quatre autres syndicats, n'a pas baissé les bras. Forte du soutien du secteur privé et des travailleurs du secteur pétrole, elle entend poursuivre la lutte.

Les travailleurs du privé ont observé le 2 juillet une grève de

soutien de trois jours. Ce matin-là, les portes de certaines grandes sociétés de la capitale telles que Satom sont restées closes, les machines à l'arrêt, etc. Les travailleurs du secteur pétrolier sont aussi entrés en grève. Dans un communiqué, ils ont estimé "inadmissible qu'un pays faisant partie du cercle des pays producteurs de pétrole, laisse ses travailleurs dans la misère".

Il y a belle lurette que les salaires que touchent les petits fonctionnaires (environ 25000 francs CFA) ne suffisent plus à les faire vivre; c'est encore plus difficile pour ceux qui ont une famille. Dans le secteur privé, les travailleurs gagnent encore moins que les petits fonctionnaires.

Alors pour survivre, les travailleurs, qu'ils soient du

public ou du privé, sont obligés de s'endetter auprès des commerçants; d'autres, grâce au petit commerce exercé par leurs femmes, arrivent tant bien que mal à tenir jusqu'à la prochaine paie.

Alors que les travailleurs vivent en se serrant la ceinture, certains dignitaires du régime étalent un luxe insolent grâce au pactole du pétrole et aux détournements de l'argent des caisses de l'Etat.

Pourtant les moyens financiers existent largement pour satisfaire

les revendications des travailleurs : augmentation de 300% des salaires et des retraites, hausse du Smig de 100%. C'était une revendication légitime vu la très grave détérioration des conditions des salaires bloqués depuis des décennies. Mais le gouvernement, méprisant et hautain, leur a proposé 15% seulement d'augmentation de salaires. C'est se moquer des travailleurs. Conséquence, la grève a repris de plus belle.

Le bras de fer entre le gouvernement et les grévistes continue.

AIR FRANCE-KLM

UNE MOBILISATION CONTRE LES EXPULSIONS DES SANS-PAPIERS

Alors que les actionnaires d'Air France-KLM se réunissaient en assemblée générale au centre de Paris, les organisations syndicales de cette entreprise ont profité de cette occasion pour faire une manifestation en brandissant des banderoles et scandant des slogans contre les expulsions des sans-papiers dans les vols de cette compagnie. A cette manifestation étaient présents les représentants de syndicats ainsi que des pilotes et des militants du Réseau éducation sans frontières. Déjà dès le 5 juillet les syndicats Air France-KLM et deux syndicats des pilotes ont fait savoir à la direction de la compagnie leur opposition aux expulsions dans ses vols. Ils ont fait savoir leur indignation de voir des scènes d'une extrême violence. Eux et les passagers en ont assez de voir des êtres humiliés moralement et physiquement.

En effet c'est cette compagnie qui a la position dominante sur le trafic en direction de l'Afrique

francophone. De ce fait le ministère de l'Intérieur réserve tous les jours des places pour les étrangers destinés à être reconduits ainsi que pour les policiers qui les escortent. Depuis 2004 le rythme des expulsions a augmenté. Et maintenant ce sont des familles entières qui sont renvoyées régulièrement vers Bamako, Dakar, Conakry ou Brazzaville. Avec la fréquence et le nombre de ces expulsions cela ne peut qu'entraîner des situations très dramatiques et révoltantes.

Au cours de cette manifestation, des pilotes qui étaient présents ont dit leur souhait que des passagers qui sont témoins des expulsions à l'intérieur des avions refusent de s'asseoir et boucler leur ceinture. Et dans ce cas là, le pilote maître à bord, doit et peut légalement refuser de décoller pour motif de sécurité. En tout cas il est réconfortant de voir de plus en plus de gens et d'associations protester contre les expulsions.

L'IMMIGRATION CHOISIE À LA SAUCE SARKOZY

Nicolas Sarkozy, dans sa première tournée africaine en tant que président, a prévu de faire une escale à Dakar. Ce voyage sera la continuité de ceux qu'il avait déjà effectués en tant que ministre de l'Intérieur. Il a besoin de la collaboration active du président sénégalais comme du président malien pour que l'expulsion des ressortissants sénégalais et maliens en situation irrégulière se fasse sans obstacle administratif et politique provenant des dirigeants de ces deux pays. Rappelons que Sarkozy a donné comme objectif à son remplaçant, Brice Hortefeux, au ministère de l'Intérieur, d'expulser 25.000 sans-papiers par an. La plus grande partie de ces derniers le seront en direction du Sénégal et du Mali.

De plus, les dirigeants français et espagnols veulent que leurs homologues sénégalais et maliens agissent en amont pour dissuader voire arrêter tout candidat à l'immigration irrégulière. L'Espagne et la France, en collaboration avec les autorités sénégalaises et mauritaniennes, entre autres, ont mis sur pied un dispositif appelé Frontex destiné à surveiller toute embarcation susceptible de transporter des "clandestins" en direction de l'Europe. Le nombre de naufrages d'embarcations de fortune en constante augmentation ces derniers temps n'est d'ailleurs qu'une des conséquences indirectes de ce dispositif. Du fait qu'il est devenu très difficile de partir de Saint-Louis ou de Mbour ou des côtes Mauritaniennes par exemple, les embarcations partent de plus loin, augmentant de la sorte les risques de naufrages.

Les autorités sénégalaises ont accepté d'être actives dans la lutte contre l'émigration clandestine en échange de quelques subsides. On se souvient de la déclaration de l'ex-ministre de l'Intérieur de Wade qui disait qu'il était pour la "tolérance zéro" en matière d'immigration clandestine. Depuis quelques temps les autorités sénégalaises, toujours avec l'aide de l'Espagne et de la France, mènent une campagne de "sensibilisation" pour décourager les candidats à l'immigration. C'est à l'occasion d'une de ces campagnes que Wade a comparé l'émigration clandestine à "une seconde traite négrière". Lui donc serait celui qui lutte contre l'esclavage! Il se prend pour celui qui veut empêcher "les fils du pays" de risquer leur vie dans la traversée de la mer. Il dit que grâce à sa politique de collaboration active avec l'Espagne il déjà a obtenu des dirigeants de ce pays la délivrance de 3000 visas en bonne et due forme pour les Sénégalais. Ce qu'il ne dit pas, c'est le nombre de Sénégalais qui ont déjà été refoulés par l'Espagne. Deux avions transportant des sans-papiers en provenance des Canaries ou de l'Espagne, atterrissent chaque semaine à Saint-Louis.

Ce que Sarkozy veut faire, c'est un peu comme l'Espagne : dire qu'il va accorder quelques visas pour l'immigration "économique" dans le cadre de "l'immigration choisie" tout en expulsant le maximum de sans-papiers. C'est en quelque sorte la carotte qu'il offre à ses alliés comme Toumani Touré au Mali ou Wade au Sénégal pour que ceux-ci puissent faire passer la politique du bâton de Sarkozy auprès de leurs ressortissants comme un mal nécessaire.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.